



Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement



ACTES DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE DAKAR (CEID)

*Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide,
inclusive et génératrice d'emplois décentés en Afrique*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 2 et 3 mai 2023

IMPACT DES SECTEURS DE L'ÉDUCATION ET DE LA SANTÉ SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE : BENCHMARKING ENTRE LE MAROC ET LE SÉNÉGAL

CHAIMAE GHERNOUK, Doctorante, Faculté d'Économie et de Gestion, Université IBN TOFAIL – KENITRA

MARIEM LIOUAEDDINE, Professeure, Faculté d'Économie et de Gestion, Université IBN TOFAIL – KENITRA

RÉSUMÉ : Le but ultime du gouvernement est d'augmenter le niveau de vie des gens et de protéger leur bien-être social. Ces objectifs sont impossibles à atteindre sans une expansion économique régulière, quelles que soient les politiques mises en œuvre. En effet, le développement économique est l'un des phénomènes les plus fascinants de la recherche économique, car il explique non seulement la richesse des pays mais garantit également le bien-être économique, social et personnel. A cet effet, une problématique importante est soulevée : Dans quelle mesure les indicateurs macro-économiques peuvent améliorer la croissance économique ? L'objectif de cet article est d'étudier empiriquement l'impact de certaines variables macroéconomiques sur la croissance économique en passant par une étude de benchmarking entre le Maroc et le Sénégal en s'appuyant sur la période 2010-2020 qui est une période clef de développement et de croissance social et économique. Pour ce faire, nous avons utilisé une analyse des fonctions de réponses impulsionnelles estimées par le modèle VAR (Vector Autorégressive). Les variables utilisées sont : le produit intérieur brut avec le taux de croissance, les dépenses publiques dans le secteur de la santé, les dépenses publiques dans le secteur de l'éducation, le taux d'espérance de vie et le taux de mortalité. Les principaux résultats de cette étude montrent que les dépenses publiques déterminent la croissance économique, tandis que le taux de mortalité et le taux d'espérance de vie ont un faible effet sur cette dernière.

MOTS-CLÉS : Produit intérieur brut, dépenses publiques, la croissance économique, espérance de vie, taux de mortalité

Les idées et opinions exprimées dans les textes publiés dans les actes de la CEID n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UCAD ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

INTRODUCTION

Après son indépendance, le Maroc a institué une structure coordonnée de planification et de gestion du secteur public afin de stimuler le développement économique.

Depuis lors, le gouvernement marocain a lancé des plans ambitieux pour relancer l'économie du pays, en mettant l'accent sur l'industrialisation du pays. Mais à cause de cet arrangement, l'économie du pays a stagné, créant une situation économique difficile. L'objectif de cet article est d'utiliser des méthodes empiriques pour examiner l'impact de quelques variables macroéconomiques clés sur la croissance du PIB au Maroc entre 2010 et 2020. L'article commence par un bref rappel historique des facteurs et des indicateurs économiques qui constituent l'idée de croissance. Ensuite, nous entrerons dans le vif de notre étude empirique et analyserons les résultats.

Le terme "analyse des tendances" est souvent utilisé pour décrire un ensemble de techniques utilisées pour extraire d'un ensemble de données un modèle de comportement sous-jacent qui pourrait autrement être masqué par le bruit. Il est possible de l'utiliser pour prédire l'avenir.

À titre d'illustration, nous extrapolons la tendance des dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB sur la période (2010-2020). Pour évaluer l'importance des composantes, nous utilisons trois modèles assez simples

1. Revue de littérature

Le développement économique ne peut être réduit à une série de solutions technologiques ou de solutions rapides, même si ces perspectives sont certainement importantes. Les progrès scientifiques, les leçons tirées de l'Asie et de l'Afrique dans les années 1960 et 1970, de l'Amérique latine dans les années 1990 et l'expérience des États en transition d'Europe de l'Est ont tous contribué à dissiper les malentendus entre les économistes de ce secteur. En revanche, il s'est rapproché du centre d'attention des communautés universitaires et professionnelles. Le développement économique planifié ne peut être considéré comme un ensemble de solutions rapides ou de solutions technologiques uniquement.

1.1 L'importance des pouvoirs publics dans la stimulation et la gouvernance de l'économie nationale

Les progrès réalisés dans ce domaine, les leçons tirées en Asie dans les années 60, en Afrique dans les années 70, en Amérique latine dans les années 90 et l'expérience des États en transition d'Europe de l'Est ont contribué à dissiper les malentendus entre économistes. A vrai dire, elle a été largement approuvée tant dans le monde universitaire que dans le monde réel.

Identifier les outils d'évaluation des politiques publiques qui peuvent être utilisés pour évaluer l'efficacité des initiatives actuelles et, si nécessaire, adopter les ajustements appropriés à ces initiatives; Afin de mettre en place les moyens nécessaires de règlement des conflits et d'arbitrage.

Les sciences sociales et politiques, le domaine du droit et les travaux d'organisations internationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ne sont que quelques-uns des domaines qui ont abordé les questions de gouvernance. Le mot "gouvernement" est si vague qu'il donne souvent lieu à des discussions litigieuses. En substance, il réintroduit le pouvoir et la politique dans le domaine de l'économie. En prime, elle remet en question le lien conventionnel entre l'État et le marché en prenant en compte le rôle des acteurs de la société civile. Lorsqu'il y a un problème de performance au sein d'un système, qu'il s'agisse d'une entreprise, d'un État, d'une zone ou d'un territoire, le terme "gouvernance" est souvent évoqué et pointé du doigt.

En conclusion, des institutions et des politiques de gestion économique saines devraient être au premier plan de tout plan de développement national. Cela doit être fait avant qu'un plan de développement national puisse être créé et mis en œuvre. La recherche empirique a contribué à la théorie dite "institutionnelle" du développement en réponse aux échecs des réformes économiques conventionnelles en Amérique latine dans les années 1990 (communément appelées Consensus de

Washington en raison du fait qu'elles ont été promues et soutenues par des institutions internationales basées dans la ville du même nom).

Plus précisément, ce courant de pensée s'écarte des deux autres grandes traditions de l'étude de l'économie du développement (en ce qui concerne les déterminants sous-jacents du développement). Le climat, les ressources naturelles, les coûts de transport et la distribution ou le progrès technologique sont des moteurs importants de la croissance économique, selon l'école de pensée dite "géographique".

Diamond (1997), Sachs (2001) et Gallup et Melinger (1998) sont tous des exemples d'études qui relèvent de cette école de pensée (1997). De l'autre côté du débat se trouve l'école "intégrationniste", qui promeut l'ouverture des frontières et le libre-échange. Par conséquent, le degré d'ouverture d'un pays au commerce est l'élément le plus crucial pour prédire l'état de son économie. Frankel et Romer (1999) et Sachs et Warner (2005) sont deux chercheurs renommés qui ont étudié ce sujet.

Un autre point de vue est celui de l'école de pensée "institutionnaliste", qui insiste sur le fait que les systèmes établis méritent une place de choix. Selon cette théorie, les pays prospèrent lorsqu'ils créent des institutions efficaces pour protéger les droits des citoyens à la propriété privée, rendre la justice dans les tribunaux, résoudre les conflits et coordonner le gouvernement. L'importance de ces institutions pour le développement économique est bien connue.

Ceux qui souscrivent à cette école de pensée ont, à l'instar de Douglas North (1990)⁹, mené des études comparatives à long terme sur la croissance économique de divers pays émergents dans le but d'apporter un soutien empirique à la théorie de la prééminence des institutions comme moteur de la croissance dans ces pays.

Ils ont régressé les taux de croissance des pays en croissance sur une série d'indices de qualité institutionnelle pour résoudre la question fondamentale de l'endogénéité donnée par les institutions (les organisations arrivent-elles en premier, ou la croissance arrive-t-elle en premier ?). La recherche menée par Rodrik est considérée comme un classique dans le domaine : De nombreuses personnes bien informées, issues de nombreuses régions du monde, s'accordent sur un point : une meilleure gouvernance est la clé du développement durable.

Aussi, une définition de la "bonne gouvernance" proposée par les Nations unies est "une approche inclusive du gouvernement ainsi que de la gestion des affaires publiques, fondée sur la mobilisation des acteurs idéologiques, économiques et sociaux, des secteurs public et privé et de la société civilisée pour promouvoir le bien-être prolongé de tous les individus".

Les quatre pierres angulaires d'une administration efficace :

- L'intégrité, considérée comme un ensemble de croyances et de principes qui définissent la responsabilité de préserver les ressources publiques et de garantir leur utilisation la plus efficace ;
- La transparence, condition préalable à la fourniture au public d'informations fiables et actualisées ;
- L'inclusion, un effort concerté pour inviter et valoriser les points de vue de tous les membres de la société dans la formulation des politiques publiques.
- Assumer la responsabilité de ses activités garantit l'utilisation la plus efficace des ressources (humaines et autres) et crée un lien transparent entre les résultats souhaités et ceux obtenus.

1.2 Le capital humain : un facteur de réussite de la croissance inclusive

Il est habituel que les évaluations de la croissance et les idées politiques se concentrent sur l'augmentation des revenus et du pouvoir d'achat des personnes.

Les trois dernières décennies ayant vu les écarts de revenus se creuser dans la plupart des pays émergents, on prend de plus en plus conscience de la nécessité de réfléchir à la manière dont les politiques publiques peuvent influencer les différents segments de la société.

Pour empêcher cet écart de se creuser, les organisations internationales ont adopté le développement en faveur des pauvres, qui a évolué vers une croissance inclusive, dans laquelle les avantages d'une richesse croissante sont partagés plus équitablement. Les gains en matière de santé et de stabilité financière, ainsi que la parité salariale et l'élargissement des possibilités d'éducation, en font partie.

La théorie économique a longtemps débattu de l'importance relative de l'investissement dans le capital humain, comme les dépenses d'éducation, et des questions macroéconomiques comme le développement économique et, en particulier, la croissance inclusive. La majorité des théoriciens de la croissance économique, des théoriciens du capital humain et des théoriciens de la croissance endogène estiment que l'investissement dans l'éducation est essentiel au développement économique d'un pays.

D'une manière générale, l'éducation peut profiter à l'économie en augmentant la productivité et en suscitant de nouveaux types d'innovation.

Il défend la théorie du capital humain, selon laquelle investir dans l'éducation des enfants est crucial pour la santé des économies à long terme. Selon cette logique, il est généralement admis que nos systèmes éducatifs doivent se développer à un rythme jamais vu auparavant. (Becker, 1994) soutient que les ressources financières d'un individu devraient être utilisées stratégiquement pour l'éducation afin qu'il puisse se constituer un portefeuille de capital productif. Il peut y avoir une corrélation entre le niveau d'éducation des travailleurs et leur différentiel de salaire (Mincer, 1958).

De plus en plus d'économistes et d'experts estiment aujourd'hui que le progrès technique est l'élément le plus crucial de la croissance économique. Ainsi, les perspectives économiques d'un pays s'améliorent grâce à l'accumulation de capital humain (c'est-à-dire les gains de connaissances, de compétences et de santé que les individus connaissent au fil du temps).

Une population plus instruite peut améliorer l'économie dans son ensemble en augmentant la productivité et en suscitant l'innovation. L'accumulation de capital humain est un facteur clé de la croissance endogène (Lucas, 1988). Comme le soulignent Mankiw et al. (1992), les économies se portent mieux lorsqu'elles investissent dans la croissance à long terme de leur population par le biais de l'éducation formelle. Cependant, l'innovation est essentielle à la croissance économique, comme le montrent les travaux de (Romer, 1990 ; Howitt et Aghion, 1992).

Alors que le débat sur la croissance évolue pour se concentrer sur son application universelle, de nombreuses organisations internationales ont cherché à définir la croissance inclusive.

Lorsqu'elle se réfère à la pauvreté, aux inégalités et au bien-être (famille représentative), l'OCDE définit la croissance inclusive comme "l'augmentation observée des niveaux de vie multidimensionnels d'un segment cible de la population."

Lorsqu'il s'agit de développement économique, la Banque mondiale définit la "croissance inclusive" comme un progrès qui aide un large éventail de personnes en investissant dans le capital humain et social et en veillant à ce que tous les membres d'une population donnée aient un accès égal aux mêmes possibilités.

En outre, un certain nombre d'études empiriques ont éclairé et approfondi le débat sur le lien entre les investissements financiers dans l'éducation et la croissance économique au sens large. Par conséquent, nous proposons un examen complet des nombreux articles qui ont fait état de recherches empiriques sur le lien entre les deux.

Neycheva (2010) utilise une fonction de production de type Cobb-Douglas avec trois facteurs de production (le capital humain, représenté par les dépenses d'éducation), le capital physique et le travail pour démontrer l'impact positif des investissements publics dans l'éducation sur la croissance économique dans un panel de 20 pays de l'UE.

Il a constaté également l'établissement d'une fonction de production bulgare dans le modèle Cobb-Douglas, qui prenait en compte tous les facteurs de production. Les résultats ont montré qu'il y a une proportion vanishingly faible de la population avec un diplôme collégial de quatre ans ou plus, mais la croissance de la richesse est fortement corrélée avec la réussite financière future.

2. Les dépenses publiques d'éducation et de santé : les déterminants de la croissance

Nous pouvons affirmer que les politiques publiques sont "inclusives" si elles visent à accroître le développement tout en réduisant la pauvreté et les inégalités. Les dépenses sociales totales sont un de ces indicateurs, puisque les pays qui investissent davantage dans le capital humain, les soins de santé et l'éducation ont également des niveaux de dépenses sociales plus élevés. L'augmentation des dépenses dans des domaines tels que l'éducation, les soins de santé et les prestations de retraite contribue à une économie plus juste.

Par exemple, de meilleurs compromis aident des programmes de subventions spécifiques (santé, éducation), tout en libérant des fonds pour l'aide à la pauvreté et les soins de santé de base. En raison des inefficacités du système de subventions alimentaires, des quantités importantes de céréales sont détournées vers le marché noir.

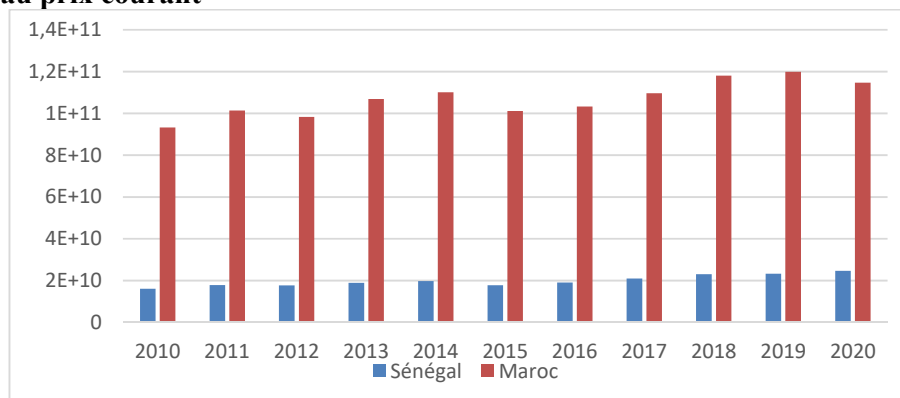
Il est reconnu depuis longtemps au Maroc que l'approche volontaire de la mobilisation de ressources financières et humaines suffisantes est cruciale pour la réalisation de la politique éducative et la généralisation de l'accès à l'éducation et à la formation. Si l'on examine de près les résultats du programme, on peut constater la capacité de l'État à allouer ses ressources à l'éducation. De plus, la Charte nationale pour l'éducation et la formation 2000-2013 a fait de la collecte de ces fonds une priorité dans les objectifs à long terme de la réforme.

C'est pourquoi, en 2022, le Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique (CSEFRS) a publié un rapport détaillé sur l'évolution des dépenses éducatives. L'investissement de l'État dans la maternelle, l'enseignement supérieur et l'enseignement professionnel a connu une augmentation de 34 milliards de dirhams (courants) entre 2018 et 2021. Entre 2019 et 2021, le financement de l'ETS devrait augmenter de 6,23 %. Une fois que le programme d'urgence est passé à la vitesse supérieure en 2021 et 2022, le taux a grimpé à 5,1 %.

Les responsables cherchent à remplacer les subventions en nature par des subventions monétaires pour les citoyens. En raison du potentiel d'économies substantielles et d'un meilleur ciblage, il semble judicieux d'appliquer cette mesure à toutes les subventions. La mise en œuvre continue d'un système d'identification universel pourrait également faciliter la vérification de l'éligibilité aux prestations.

2.1 Les facteurs d'influence sur la croissance inclusive : analyse benchmarking entre le Maroc et le Sénégal pour la période entre 2010 et 2020

- **Le PIB au prix courant**

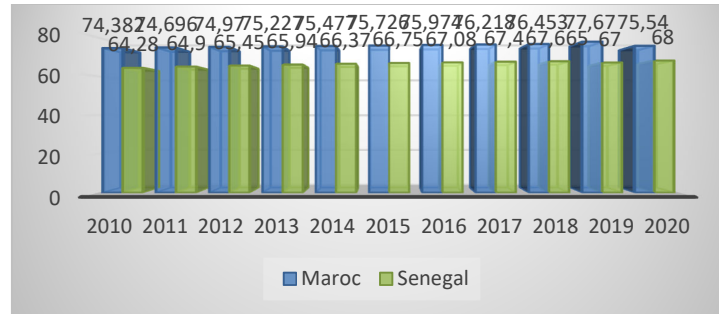


Source : Banque mondiale

Nous observons d'après la figure présentée ci-dessus que le Maroc obtient un PIB très élevé par rapport au Sénégal. Il a connu une fluctuation moyennement importante pendant la période 2010-2020. Le PIB du Sénégal se situe dans une tendance stagnante dans les environs de 2^E+10.

- **Les dépenses publiques du secteur d'éducation**

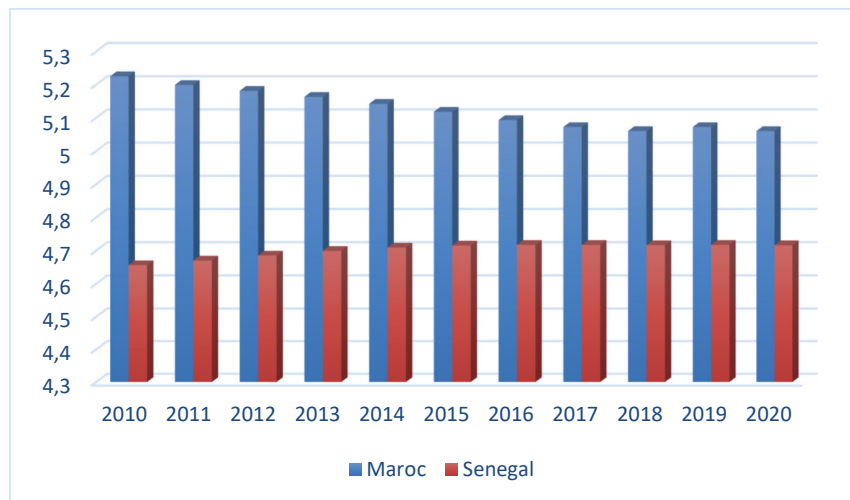
Nous observons d'après la figure ci-dessus une stagnation des dépenses publiques du secteur d'éducation pour les deux pays : Maroc et Sénégal. Le Maroc se situe dans une stagnation effective de 70 % or le Sénégal est dimensionné dans 60 %.



Source : banque mondiale

- **Les dépenses publiques du secteur de la santé**

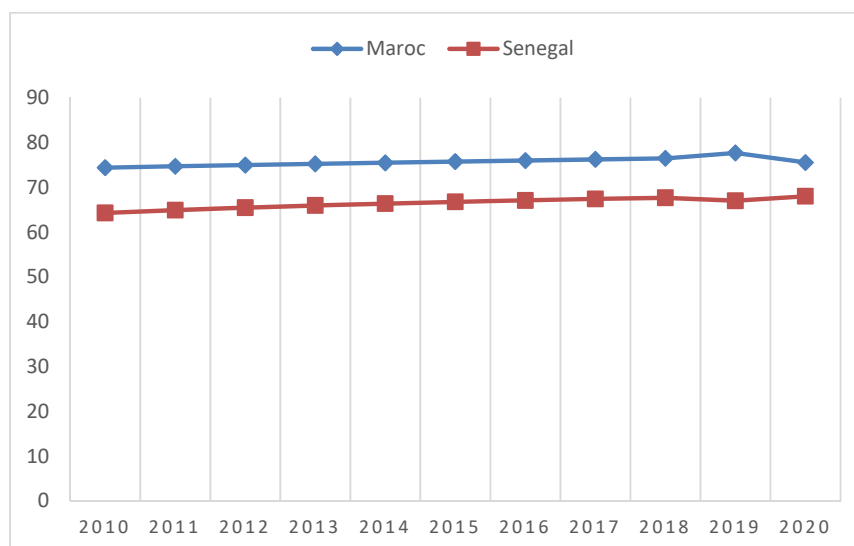
Les dépenses publiques du secteur de la santé sont très fluctuantes. Le Maroc considère un investissement important pour l'amélioration de son secteur de santé. Cela se comprend dans ses dépenses dédiées au secteur. Elle se fluctue dans une tendance moyennement baissière, en passant de 5,2 en 2010 à 5,1 en 2020. Pour le Sénégal nous constatons une stagnation des dépenses qui se situe dans une borne minime (4,6 et 4,7 points).



Source : banque mondiale

- **Espérance de vie**

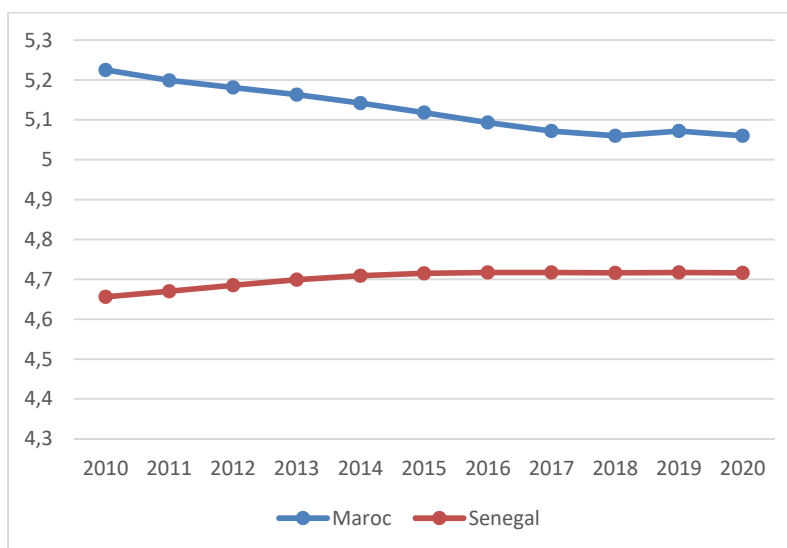
D'après le graphique ci-dessus, nous remarquons que l'espérance de vie du Maroc se stagne dans 72 ans par contre le Sénégal se situe dans 64 ans. Les deux pourcentages ont une faible fluctuation au long de la période (2010-2020).



Source : banque mondiale

• Taux de mortalité

D'après le graphique ci-dessus, nous remarquons que le Maroc prend une tendance baissière au niveau du taux de mortalité par rapport au Sénégal pour la période entre 2010 et 2020. Pour le Maroc, nous remarquons une fluctuation bornée entre 5,2 et 5,4 or pour le Sénégal, elle est stagnante dans 4,7.



Source : banque mondiale

2.2 Les hypothèses de la recherche

A travers les variables présentées ci-dessus nous présentons les principales hypothèses de cette recherche :

- **H1** : les Dépenses publiques dans le secteur d'éducation influencent positivement sur la croissance économique
- **H2** : les Dépenses publiques dans le secteur de la santé influencent positivement sur la croissance économique
- **H3** : Espérance de vie influence positivement sur la croissance économique
- **H4** : Taux de mortalité influence positivement sur la croissance économique

3. Méthodologie

Cet article propose une approche empirique et factuelle pour examiner l'impact des indicateurs macroéconomiques et des performances du secteur de l'éducation et de la santé sur la croissance économique, afin d'éliminer les jugements de valeur et de minimiser la subjectivité. Cette stratégie s'appuie sur deux types distincts d'études purement quantitatives.

La première est analytique et utilise des comparaisons de séries chronologiques de données purement nationales pour déduire des tendances ; la seconde utilise les vecteurs générés par la technique VAR.

Cette étude examine comment l'examen des variations saisonnières sur plusieurs années peut aider à découvrir des tendances sous-jacentes.

Le terme "analyse des tendances" est souvent utilisé pour décrire un ensemble de techniques utilisées pour extraire d'un ensemble de données un modèle de comportement sous-jacent qui pourrait autrement être masqué par le bruit. Il est possible de l'utiliser pour prédire l'avenir.

À titre d'illustration, nous extrapolons la tendance des dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB sur la période (2010-2020). Pour évaluer l'importance des composantes, nous utilisons trois modèles assez simples.

Tableau 1 : présentation des variables explicatives et à expliquer

Variables explicatives	Symbole	Variables à expliquer
Dépenses publiques dans le secteur d'éducation	LOG(CE)	La croissance économique (Taux de croissance)
Dépenses publiques dans le secteur de la santé	LOG(CH)	
Espérance de vie	LOG(DBR)	
Taux de mortalité	LOG(CHO)	

Source : construction auteur

Nous avons utilisé un modèle dans lequel les valeurs des paramètres du VAR(p) n'étaient pas connues afin d'estimer un VAR(p). Les coefficients de régression sont calculés en utilisant les éléments des matrices A1...AP et le vecteur de constantes n. Ceci nécessite l'utilisation d'une estimation. Il peut être instructif d'estimer la matrice de variance-covariance du vecteur de bruit blanc Su. Il existe plusieurs façons de procéder. Les méthodes de la plus grande probabilité et des moindres carrés seront discutées.

4. Résultats et discussion

Les résultats de notre étude permettent de vérifier l'existence d'une relation entre les variables endogènes choisies et la variable exogène (taux de croissance). A ce niveau, nous disons que la responsabilité de chaque dimension représente un point de valeur déduit notamment dans les travaux scientifiques les plus célèbres.

Estimation du modèle :

Notre modèle de base se présente comme suit :

Estimation Equation :

$$\text{LOG(TXCROISSANCE)} = C(1) * \text{LOG(CE)} + C(2) * \text{LOG(CH)} + C(3) * \text{LOG(DBR)} + C(4) * \text{LOG(CHO)}$$

Coefficients de substitution :

$$\text{LOG(TXCROISSANCE)} = 0.677908194188 * \text{LOG(CE)} - 0.51231097101 * \text{LOG(CH)} + 3.61206801011 * \text{LOG(DBR)} + 10.8522798192 * \text{LOG(CHO)}$$

Au début du processus d'évaluation, nous vérifions que les indications sont stabilisées. Les résultats montrent que le PIB, CHO, CO et CO sont tous stables en niveau, avec une probabilité de moins de 5% que la première différence soit stationnaire. Comme les variables ne sont pas stationnaires au même niveau et qu'il n'existe pas de relation de cointégration entre elles, nous utiliserons le modèle VAR dans notre analyse.

Pour le cas du Maroc

Le test de stationnarité et la méthode VAR

Null Hypothesis: CE has a unit root
Trend Specification: Intercept only
Break Specification: Intercept only
Break Type: Innovational outlier

Break Date: 4
Break Selection: Minimize Dickey-Fuller t-statistic
Lag Length: 0 (Automatic - based on Schwarz information criterion, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.902695	0.0000
Test critical values: 1% level	-4.949133	
5% level	-4.443649	
10% level	-4.193627	

*Vogelsang (1993) asymptotic one-sided p-values.

	LOG(CE)	LOG(CH)	LOG(CHO)
LOG(CE(-1))	0.963136 (0.09879)	-0.002220 (0.07231)	0.000528 (0.03325)
LOG(CE(-2))	0.004262 (0.04985)	0.001798 (0.03648)	-8.67E-05 (0.01678)
LOG(CH(-1))	-0.016652 (0.13100)	0.938195 (0.09776)	0.009537 (0.04453)
LOG(CH(-2))	0.011383 (0.06660)	-0.000482 (0.04972)	-0.003198 (0.02264)
LOG(CHO(-1))	0.063362 (0.28760)	-0.034422 (0.21256)	0.983604 (0.09872)
LOG(CHO(-2))	-0.010389 (0.14515)	0.011307 (0.10728)	-0.002305 (0.04983)
LOG(TXCROISSANCE)	-0.001844 (0.02756)	0.001339 (0.02037)	0.003258 (0.00944)
R-squared	-1.697122	-1.685089	-0.180500
Adj. R-squared	-9.788487	-9.740355	-3.721999
Sum sq. resids	5.612332	4.896758	0.273736
S.E. equation	1.675162	1.564730	0.369957
F-statistic	-0.209745	-0.209191	-0.050967
Mean dependent	1.173218	-0.701565	1.950781
S.D. dependent	0.510007	0.477452	0.170250

Source : Extraction à partir d'Eviews 12

Pour le cas du Sénégal

Dans ce nouveau cas, nous allons se focaliser sur les mêmes variables (dépendantes et indépendante) prises dans le cas du Maroc. Nous tenons à analyser par la suite les comparaisons de base

Le test de stationnarité et la méthode VAR

Au début du processus d'évaluation, nous vérifions que les indications se sont stabilisées. Si la probabilité de la différence initiale entre le PIB, le CHO et le CO est inférieure à 5%, alors nous

pouvons conclure que ces variables sont stables. Comme les variables ne sont pas stationnaires au même niveau et qu'il n'existe pas de relation de cointégration entre elles, nous utiliserons le modèle VAR dans notre analyse.

Null Hypothesis: D(CHO,2) has a unit root Exogenous: Constant Lag Length: 1 (Automatic - based on HQ, maxlag=1)			
	t-Statistic		Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.049172		0.0233
Test critical values:			
1% level	-4.803492		
5% level	-3.403313		
10% level	-2.841819		

	LOG(CE)	LOG(CH)	LOG(CHO)
LOG(CE(-1))	-0.105833 (0.89842) [-0.11780]	-0.037534 (0.82151) [-0.04569]	-0.271822 (0.24703) [-1.10034]
LOG(CE(-2))	0.301737 (0.53792) [0.56093]	0.109430 (0.49187) [0.22248]	-0.116770 (0.14791) [-0.78946]
LOG(CH(-1))	-0.477572 (0.90965) [-0.52501]	-1.027922 (0.83178) [-1.23581]	0.318564 (0.25012) [1.27363]
LOG(CH(-2))	-0.048504 (0.86586) [-0.05602]	-1.054942 (0.79174) [-1.33243]	-0.062584 (0.23808) [-0.26287]
LOG(CHO(-1))	2.091763 (2.76869) [0.75551]	1.053058 (2.53168) [0.41595]	0.110921 (0.76130) [0.14570]
LOG(CHO(-2))	-0.583627 (2.95262) [-0.19766]	-1.252995 (2.69986) [-0.46410]	0.629019 (0.81187) [0.77478]
LOG(TXCROISSANCE)	-0.091745 (0.17565) [-0.52232]	-0.076785 (0.16061) [-0.47808]	0.046475 (0.04830) [0.96226]
R-squared	0.676410	0.691286	0.780452
Adj. R-squared	-0.294359	-0.234857	0.121808
Sum sq. resids	0.673345	0.562998	0.050909
S.E. equation	0.580235	0.530565	0.159545
F-statistic	0.696778	0.746414	1.184938
Log likelihood	-1.103196	-0.297778	10.51677
Akaike AIC	1.800710	1.621729	-0.781505
Schwarz SC	1.954107	1.775125	-0.628108
Mean dependent	1.173218	-0.701565	1.950781
S.D. dependent	0.510007	0.477452	0.170250
Determinant resid covariance (dof adj.)	0.000000		
Determinant resid covariance	0.000000		
Number of coefficients	21		

Source : Extraction à partir d'Eviews 12

A travers les résultats des deux cas illustrés en dessus, nous constatons l'existence d'une forte relation entre les variables choisies et l'indicateur à expliquer (le taux de croissance).

Au terme de cette communication, nous constatons que :

-Les variables les plus influents sur la croissance économique marocaine sont : Dépenses publiques dans le secteur d'éducation, dépenses publiques dans le secteur de la santé, Espérance de vie, taux de mortalité car il représente un niveau.

-Les variables les plus influentes sur la croissance économique sénégalaise sont : Dépenses publiques dans le secteur de la santé et l'espérance de vie.

-La croissance économique est l'un des phénomènes les plus fascinants de la macroéconomie, et est souvent considérée comme le principal facteur de progrès d'un pays.

-Dans le domaine de l'économie, l'expansion économique est un phénomène central. Il s'agit d'un objectif pour les nations développées et en développement, car il conduit à une économie florissante et à une société prospère.

-De plus, une économie en expansion peut augmenter le niveau de vie d'une population. Sans expansion, l'économie d'une nation stagne et se détériore inévitablement.

-Il n'existe pas de meilleure mesure globale de la santé économique d'une nation que son PIB.

Conclusion

L'extraordinaire changement d'orientation que crée l'apprentissage de la compréhension des indicateurs macroéconomiques et la manière dont il évolue dans le temps sont deux raisons de célébrer cette compétence. En attirant l'attention sur des domaines peu étudiés, le domaine de la gestion publique promeut un point de vue nouveau sur l'administration de l'État, la prestation de services et la création d'instruments d'intervention de l'État.

L'administration publique du Maroc et du Sénégal, selon nous, offre des points de vue et des idées nouvelles pour guider le développement national. Personne ne peut réfuter les racines idéologiques de ce mouvement, qui impliquent inévitablement un mépris de la diversité intellectuelle sous quelque forme que ce soit. En comparant le management public à la méthode traditionnelle wébérienne d'administration publique, on constate que ces deux écoles de pensée ne sont pas intrinsèquement opposées, mais offrent plutôt des points de vue complémentaires qui ont conduit à l'évolution des pratiques de pointe qui constituent le Nouveau Management Public.

La solution apportée par le vent du New Public Management n'est qu'une rupture avec l'administration publique conventionnelle. L'action publique, dans la perspective de l'administration publique "régulière" ou "moderne", doit mettre l'accent sur les conditions d'une efficacité efficiente (cohérence managériale), sans perdre de vue qu'elle est, après tout, de nature publique (cohérence politique).

Cela dépend de la mise en place des éléments suivants du Nouveau Management Public : la définition d'un objectif mesurable (et du résultat attendu à l'échéance), en référence à un moyen/long terme défini et pertinent, cohérent avec la mission et la vocation du service concerné ; la cohérence des moyens mis en œuvre ; l'évaluation de la satisfaction des citoyens ; l'identification des effets pervers ; la coordination entre les différents services de l'Etat.

Cela dépend de la mise en œuvre des principes suivants de la Nouvelle Gestion Publique :

- La description d'un objectif mesurable par rapport à un outil performant bien défini, pertinent et compréhensible avec la mission et la vocation d'un prestataire concerné
- La cohérence des moyens mis en place
- L'évaluation de la satisfaction des populations ; la désignation des effets grotesques

Bibliographie

Ali, I. (2007). Pro-Poor to Inclusive Growth: Asian Prescriptions. ERD Policy Brief, N(48), Banque asiatique de développement. <https://www.adb.org/publications/pro-poor-inclusive-growth-asian-prescriptions>

Ali, I. and Juzhong, Z. (2007). Inclusive Growth toward a Prosperous Asia: Policy Implications. ERD Working Paper Series, N(97), Banque asiatique de développement. <http://hdl.handle.net/11540/1858>

Aghion, P., and Howitt, P. (2015). A Model of Growth Through Creative Destruction. *Econometrica*, 60(2), 323-351. <https://doi.org/10.2307/2951599>

Barro, R. (2017). Government Spending: A Simple Model of Endogenous Growth. *Journal of Political Economy*, Volume (98), N(5). <https://doi.org/10.3386/w2588>

Becker, G. S. (2016). Human capital revisited. In Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education (3e Edition). The University of Chicago Press.

Chauffour, J. P. (2017). Le maroc à l'horizon 2040 : Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique. The World Bank.

Emmanuelle LAVALLEE et Jean-Marc SIROËN (2016) "Mondialisation et gouvernance", Idées, Centre National de la Documentation Pédagogique, Septembre, n°145.

GHERNOUK et al. « Efficience du système de santé à l'ère du COVID 19 : Une analyse par la méthode DEA ». Revue AME Vol 4, No 3 (Juillet, 2022) 381-398.

HUFTY.M. (2008). Jeux de gouvernance : regards et réflexions sur un concept, Éditeur:Karthala, Paris Institut universitaire d'études du développement, Genève (Suisse).

Hwa Son, H. (2017). Measuring inclusive growth. Asian Development Review, Volume 24 (No. 1), <http://hdl.handle.net/11540/1704>

Nicolas MEISEL et Jacques OULD AOUDIA (2017) « La « Bonne Gouvernance » est-elle une Bonne Stratégie de Développement ? » Les Documents de Travail de la DGTPE, n° 2007/11.

Neycheva, M. (2010). Does public expenditure on education matter for growth in Europe? A comparison between old EU member states and post-communist economies. Post-communist economies. <https://doi.org/10.1080/14631371003740597> .

Neycheva, M. (2014). The role of education for the economic growth of Bulgaria. Economics, Management and Financial Markets.

MOREAU DEFARGES Philippe (2013), La Gouvernance, PUF collection Que sais-je? (Réédition 2016).

Philippe MOREAU DEFARGES, (2003), La gouvernance, Paris : Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », p. 96.

Pierre HAMEL, (2001). « La gouvernance: une perspective valable afin de repenser la coopération et les conflits? », La démocratie à l'épreuve de la gouvernance, Ottawa: Les Presses de l'Université d'Ottawa, p. 96.

Rahul, A., Saurabh, M. and Shanaka, J. P. (2013). Inclusive growth: Measurement and determinants. Document de travail du FMI, N(13/135).

Schultz, T. W. (2010). Investment in human capital. The American economic review. <https://www.jstor.org/stable/1818907>

Sen, A. (2015). Development as capability expansion. The community development reader, 41-58. http://www.ophi.org.uk/wp-content/uploads/ssSen-2003_Development-as-Capability-Expansion.pdf

Souami, I. (2017). Participer à la gouvernance ? Les annales de la Recherche Urbaine : Gouvernance, 80-81, 163-171.

Walter W., (2014), the New Institutionalism in Organizational Analysis, Chicago, University of Chicago Press.